



COMMISSION EUROPEENNE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruxelles, le 22 mai 2013

## Faire de la migration un moteur de développement

La Commission européenne a exposé aujourd'hui sa vision de la manière dont la migration et la mobilité peuvent contribuer à un développement inclusif et socioéconomique et des moyens de renforcer la coopération dans ce domaine.

Sa communication intitulée «[Maximiser l'effet positif des migrations sur le développement](#)» servira de base à l'élaboration d'une position commune que l'UE et ses États membres défendront lors du dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, qui sera organisé par l'Assemblée générale des Nations unies les 3 et 4 octobre 2013. Ce dialogue sera pour les responsables et les praticiens des politiques de développement une occasion exceptionnelle de se pencher sur les moyens permettant de construire un programme mondial en faveur d'une gouvernance des migrations efficace, inclusive et fondée sur les droits, et de dégager les mesures propres à promouvoir le rôle des migrants en tant que facteurs d'innovation et de développement.

*«La migration et la mobilité sont des moteurs essentiels du développement durable, mais la coopération mondiale doit passer à la vitesse supérieure. Le dialogue de haut niveau qu'organiseront les Nations unies en octobre offrira une occasion unique pour faire avancer le programme mondial en faveur de la migration et du développement et de promouvoir des mesures concrètes contribuant significativement à la vie des migrants»,* a déclaré Cecilia Malmström, commissaire chargée des affaires intérieures.

Andris Piebalgs, commissaire chargé du développement, a quant à lui souligné que *«la migration doit être vue comme le moteur d'un développement socioéconomique et environnemental inclusif, et doit à ce titre figurer parmi les priorités du programme de développement de l'après-2015»*.

Afin de promouvoir la migration et la mobilité en tant que levier du développement des pays d'origine et de destination à revenu faible ou intermédiaire, la Commission appelle les acteurs concernés à tirer avantage des opportunités et à relever les défis liés aux migrations internationales, et notamment à :

- faire en sorte que les stratégies de développement reconnaissent les migrations et la mobilité comme facteurs de développement;
- respecter la dignité des migrants et défendre leurs droits fondamentaux et leurs droits de l'homme, quel que soit leur statut légal;
- accorder davantage d'attention aux liens entre le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les migrations;
- reconnaître les enjeux qu'une urbanisation et des migrations accrues représentent pour les villes et les zones urbaines;
- renforcer la gouvernance des migrations par une coopération bilatérale et régionale, en y associant la société civile;
- favoriser la mobilité de la main-d'œuvre régionale et internationale.

Par ailleurs, la communication suggère également des voies vers une approche plus ambitieuse de l'Union dans ses propres politiques et pratiques, à l'égard des migrations et du développement, grâce notamment à l'approche globale de la question des migrations et de la mobilité ainsi qu'à la politique européenne de développement, appelée le programme pour le changement. Pour appréhender plus globalement le rôle de la migration et de la mobilité dans le développement durable, de nouvelles priorités sont recensées, parmi lesquelles la promotion de la gouvernance des migrations et la prise en compte des répercussions sur le développement des migrations entre pays en développement, ainsi que l'intégration de la migration dans le programme pour le développement. La Commission s'engage à soutenir davantage les initiatives en matière de mobilité et de développement, notamment en aidant les pays partenaires de l'UE à promouvoir la gouvernance des migrations.

## **Contexte**

Le nombre total de migrants internationaux est passé de 150 millions en 2000 à 214 millions en 2010<sup>1</sup>. Plus de la moitié de ces migrants résident dans des pays à revenus faibles ou modérés et de nombreux pays en développement sont également des pays d'origine et de destination des migrants. L'intensification de la mobilité régionale et de la mobilité mondiale offre des opportunités: elle contribue, par exemple, à réduire la pauvreté et à stimuler l'innovation. Elle requiert toutefois une gouvernance effective permettant de relever des défis tels que l'«exode des cerveaux» (émigration de personnes diplômées), l'exploitation des migrants et les effets de la migration sur l'urbanisation.

Au moyen de son approche globale de la question des migrations et de la mobilité, l'Union a élaboré une politique migratoire extérieure équilibrée et complète, dont une des quatre priorités opérationnelles est la migration et le développement. La migration est également une des priorités spécifiques du programme de l'Union pour le changement, c'est-à-dire le plan stratégique de développement élaboré par la Commission pour recentrer son action sur les pays et les secteurs qui en ont le plus besoin.

L'UE est le premier donateur d'aide au développement dans le monde et son soutien restera important dans les années à venir. La migration est un axe prioritaire de la coopération au développement menée par l'Union. Entre 2004 et 2012, la Commission a alloué près d'un milliard d'euros à plus de 400 projets liés aux migrations.

Le dialogue de haut niveau des Nations unies sur les migrations et le développement se déroulera les 3 et 4 octobre 2013 et la commissaire Malmström y représentera l'UE.

Il a pour ambition de définir des mesures concrètes permettant d'améliorer la cohérence et la coopération à tous les niveaux, en vue de renforcer les effets positifs des migrations internationales, aussi bien pour les migrants que pour leurs pays d'origine et d'accueil, et leurs liens avec le développement. Il se tiendra dans le contexte des préparatifs du programme post-2015 des Nations unies pour le développement.

---

<sup>1</sup> OIM. 2010. État de la migration dans le monde 2010 - L'avenir des migrations: renforcer les capacités face aux changements.

Lors de ce dialogue de haut niveau, les débats se concentreront sur les points suivants:

- évaluation des répercussions des migrations internationales sur le développement durable et définition de priorités correspondantes en vue de la préparation du cadre de développement pour l'après-2015;
- mesures à prendre pour assurer le respect et la protection des droits fondamentaux des migrants, eu égard en particulier aux femmes et aux enfants, pour prévenir et combattre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, et pour assurer une migration sûre, régulière et ordonnée;
- renforcement des partenariats et de la coopération dans le domaine des migrations internationales, moyens d'intégrer efficacement la question des migrations dans les politiques de développement, et promotion de la cohérence à tous les niveaux; et
- mobilité de la main-d'œuvre régionale et internationale et ses effets sur le développement.

### **Liens utiles**

[Site web](#) de Cecilia Malmström

Suivez M<sup>me</sup> Malmström sur [Twitter](#)

[Site web](#) de la DG Affaires intérieures

Suivez la DG Affaires intérieures sur [Twitter](#)

Dossier de presse relatif à l'approche globale de la question des migrations et de la mobilité: [IP/11/1369](#) et [MEMO/11/800](#)

Dossier de presse relatif au programme pour le changement: accroître l'impact de la politique de développement de l'UE: [IP/11/1184](#) et [MEMO/11/696](#)

[Site web](#) d'Andris Pieļbāgs

[Site web](#) de la DG Développement et coopération

Contacts:

[Michele Cercone](#) (+32 2 298 09 63)

[Alexandre Polack](#) (+32 2 299 06 77)

[Tove Ernst](#) (+32 2 298 67 64)

[Maria Sanchez Aponte](#) (+32 2 298 10 35)